



Déclaration de Poul Nyrup Rasmussen, Président du PSE, et de Zita Gurmai, Présidente du PSE Femmes
Meeting Rainbow Rose / PSE, Rome, 24 mai 2009

Il y a plus de cinquante ans, la Communauté européenne s'est donné pour objectif dans ses traités fondateurs de combattre la discrimination sur la base du sexe, de l'origine raciale ou ethnique, de la religion ou croyance, du handicap, de l'âge ou de l'orientation sexuelle. Toutefois, nous n'avons pas réussi à atteindre cet objectif puisque la discrimination perdure dans nos diverses sociétés.

Au cours des dernières années, les citoyens européens ont exprimé de manière réitérée leurs préoccupations par rapport au chômage, aux droits des travailleurs, à l'accès des femmes au marché du travail et à la justice sociale. Construire une Union européenne meilleure est le cœur des actions des socialistes et des sociaux-démocrates. Nous croyons que l'Union européenne peut et doit créer une Nouvelle Europe Sociale.

Alors que l'Europe connaît la pire récession depuis les années 1930, et que le chômage monte à des niveaux alarmants, certains pourraient se demander : est-ce réellement le moment de penser à de nouvelles lois et de nouvelles politiques pour lutter contre la discrimination qui touche les lesbiennes, les gays, les bisexuels et les personnes trans ? Ne devrions-nous pas avoir d'autres priorités que l'égalité entre les sexes ? Devons-nous vraiment concentrer nos efforts, en 2009 et dans les prochaines années, sur la pleine mise en œuvre des dispositions de l'Article 13 contre les discriminations ?

La réponse est très simple. Au sein de la population européenne, les groupes sociaux qui risquent le plus de subir des discriminations, et tous celles et ceux qui peuvent avoir été socialement précarisés par de telles discriminations, sont les premières victimes de l'exclusion sociale. Les groupes discriminés sont aussi les premières victimes potentielles de l'absence de politiques solidaires quand la droite gouverne.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates, sommes prêts à nous battre par tous les moyens contre les discriminations. Faire reculer la discrimination et se battre pour une égale protection de tous, dans le contexte économique actuel, est au cœur de notre agenda et de nos travaux. La crise renforce la nécessité d'aller de l'avant en appliquant notre agenda contre les discriminations !

Ainsi, nous renforcerons la législation anti-discrimination afin de rendre effective l'égalité de traitement quelles que soient les différences de sexe, d'origine ethnique, de handicap, d'âge, d'orientation sexuelle et de religion ou croyance, et en prenant en compte les discriminations multiples. Nous croyons que toute nouvelle législation européenne sur la discrimination doit servir les intérêts de tous les groupes discriminés et garantir l'égalité des droits et de traitement pour tous. Cet engagement fait partie du Manifeste du PSE, et de notre volonté politique.

C'est aussi le cas de notre proposition de garantir l'égalité de traitement sans discrimination pour tous les citoyens européens quand ils se déplacent dans l'Union, en recherchant la





reconnaissance dans tous les Etats des mariages, des contrats d'union civile et des droits parentaux légalement reconnus par un autre Etat membre.

Notre objectif est de construire une forte majorité de centre-gauche au Parlement européen pour une Nouvelle Europe Sociale, au bénéfice des citoyens européens. Nous, les socialistes, sociaux-démocrates, travaillistes et démocrates progressistes d'Europe, sommes prêts à apporter, ensemble avec les autres forces progressistes, de vraies réponses aux préoccupations et aux aspirations des gens durant ce nouveau mandat, en nous fondant sur ce que les citoyens nous ont dit, tout au long de notre travail. Nous représentons le changement pour une meilleure Europe, pour garantir la mise en œuvre effective des quatre libertés en Europe.

